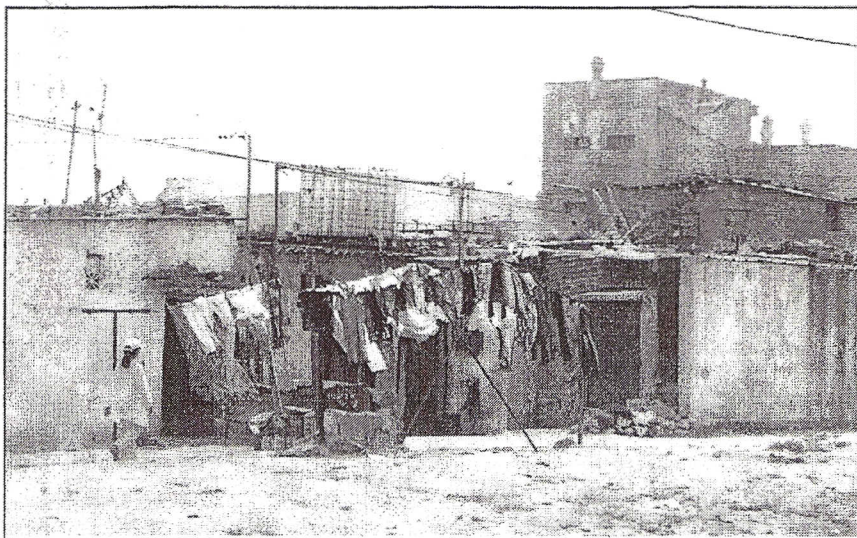


Un îlot de ZI, un océan de bidonvilles

• 10 poches entravent le développement de la zone

• Un millier de ménages et plus de 5.000 personnes y vivent

JEAN, Joseph, Valentin... Des prénoms fort évocateurs, mais derrière lesquels se cache une réalité amère. Une réalité qui renvoie au quotidien des habitants de la zone industrielle de Bernoussi. Avec Zaraba, Harbili, El Ouarda, Jouhala ou encore Bouhrime et Sequila, les trois premières appellations, qui font référence à des propriétaires terriens remontant au Protectorat, représentent les poches de bidonvilles qui ceignent la ZI. Au total, et selon les conclusions d'une enquête récente, ce sont 10 poches de bidonvilles représentant plus d'un millier de ménages et quelque 5.000 personnes. Ces dernières représentent le gros de la main-d'œuvre des unités industrielles locales. Neuf bidonvilles sur dix existent depuis plus de 50 ans.



Dix poches de bidonvilles représentant plus d'un millier de ménages ceignent la ZI de Bernoussi. Un projet de recasement a été enclenché depuis quelques années à l'initiative des industriels. Mais il bute sur des problèmes fonciers

Un projet de recasement a été enclenché depuis quelques années à l'initiative des industriels dont l'extension, voire le développement de leurs activités sont entravés par ces bidonvilles. «Des habitats

qui longent souvent de manière extraordinaire les unités industrielles», précise l'enquête. Une partie des bidonvillois a été recasée. Il s'agit en tout et pour tout d'une dizaine de ménages qui ont été relogés sur le boulevard D. Le coût de cette opération a été supporté par les entreprises concernées (30%), les bidonvillois (70%) via un crédit dans un fonds de garantie avec la participation de l'Etat qui a permis un prix d'acquisition préférentiel. Les bénéficiaires n'ont eu à déboursier que 70.000 DH par appartement au lieu de 150.000 DH

Mais le gros de l'opération de recasement bute sur des problèmes fonciers. «C'est un projet lourd non seulement du point de vue financier mais aussi par sa composante sociale», précise Karine Duvoy de l'association Izdihar. Et de poursuivre: «Nous pensons reloger une bonne partie dans un terrain domanial à Aïn Harrouda pour ne pas déraciner les bidonvillois». Sauf que cette piste semble, pour l'heure, compromise. Le projet de Zenata Ville nouvelle remet tout en question. Pour l'heure, la situation foncière des bidonvilles de la ZI de Bernoussi montre que 9 bidonvilles sur 10 squattent des terrains privés. Ce qui se traduit par des situations de tensions entre les bidonvillois et les propriétaires fonciers. Certains ouvriers résidant dans ces bidonvilles vont plus loin. Ils revendiquent un «droit à la propriété comme retraite méritée» auprès des industriels. D'autant plus que ces équipements sociaux leur sont accessibles gratuitement: un raccordement à l'électricité et à l'eau potable obtenu par des branchements clandestins ou mis à disposition par la commune. Ce qui légitime le statu quo.

De l'avis d'industriels qui requièrent l'anonymat, cet état de fait engendre une «fausse cohabitation pacifique entre le millier de ménages bidonvillois, les industriels, les élus locaux et les autorités». □